



Rebonds

## Le pari du Grand Paris

Le projet d'une structure intercommunale vient d'être relancé par le chef de l'Etat.

Par Roland Castro, architecte urbaniste.

QUOTIDIEN : vendredi 13 juillet 2007

Au boulot ! Il est urgent de construire un Paris véritablement métropolitain et de passer ainsi d'une capitale de 10 kilomètres sur 10 à une métropole de 30 sur 30. Ce Grand Paris est une réponse à la ségrégation urbaine de Paris à l'encontre de sa banlieue, dont les émeutes de novembre 2005 étaient révélatrices.

On ne peut plus vivre à cette échelle avec un centre omnipotent et de plus en plus petit par rapport à l'urbanisation générale de la ville. Il faut répartir les centres. En terme de territoire, c'est presque revenir au département de la Seine et porter un regard inversé sur la périphérie : polycentrer la métropole parisienne. Un tel projet implique d'étendre le droit au logement opposable à un droit à l'urbanité. Cela implique que chaque point du territoire métropolitain en vaille bien un autre, la cité-jardin de Suresnes ou l'avenue Foch. Le droit à l'urbanité englobe un bon logement, un plaisir d'habiter, une reconnaissance de son immeuble, le sentiment d'un quartier qui renvoie une image de citoyen, d'un promeneur citadin et pas seulement d'un habitant qui marche de son parking à sa porte d'entrée.

Lorsque j'ai remodelé des grands ensembles, à Lorient ou ailleurs, les habitants nous ont dit que, depuis, ils voulaient à nouveau recevoir chez eux. Le remodelage des grands ensembles permet d'aller plus loin que de simples opérations de réhabilitation. Il intervient autant sur l'image d'un bâtiment que sur l'amélioration de l'habitat : les logements bénéficient d'extensions, les séjours sont agrandis, la « cage à lapins » devient immeuble résidentiel. Le remodelage envoie, de plus, un message positif de respect des habitants et de la mémoire des lieux.

Le droit à l'urbanité se pose donc comme une égalité républicaine, en réponse à la ville à deux vitesses dans laquelle des quartiers se différencient de plus en plus les uns des autres, où le droit et la République tendent à disparaître. C'est dire que chaque HLM doit être digne, ce que tout le monde appelle beau. C'est dire aussi que chaque commune de ce territoire doit être désenclavée et attractive à l'échelle de toute la métropole. Vu de Montfermeil ou de Clichy-sous-Bois, cela signifie plus un seul bâtiment moche, plus de quartier sinistre, et aussi une multitude de possibles à moins d'une demi-heure de trajet.

Il s'agit aussi d'inventer de bonnes raisons pour tous les métropolitains de se rendre à Montfermeil ou à Clichy : la cinémathèque ou la direction de la SNCF, voire les deux. Le musée d'Art Contemporain du Val-de-Marne à Vitry est un bon exemple : voilà un musée d'art contemporain plutôt mieux que celui du Palais de Tokyo moins destroy, branché, cynique, plus proche du MoMa de New York. Déjà, en 1983, dans le cadre de la mission Banlieue 89, j'avais proposé à François Mitterrand d'implanter la Grande Bibliothèque à l'emplacement du Stade de France à Saint-Denis, et de construire l'opéra au confluent de la Seine et de la Marne. Hélas il choisit le Paris des rois, alors qu'il aurait pu donner un signe public fort en décidant d'investir la banlieue avec de grands lieux de culture : la

mémoire du monde se serait trouvée à Saint-Denis, à deux pas des rois de France et du quartier des Francs-Moisins. C'était l'anoblissement de la banlieue.

Remodeler les bâtiments, on sait faire, métamorphoser un quartier aussi (à Villeneuve-la-Garenne, La Caravelle a été transformée en douze ans et n'a pas connu d'émeutes à l'automne 2005 alors qu'elle alimentait régulièrement la chronique), désenclaver - le tram de Saint-Denis-Bobigny en est l'exemple -, créer des équipements attractifs comme à Vitry. Finalement, on sait tout faire. Grâce à deux ou trois concepts de plus, on peut passer d'un rapport inégal entre le centre historique et la périphérie, à un rapport polycentrique égalitaire à l'échelle du territoire métropolitain : de Galilée à Copernic. Il faut organiser une centralité périphérique inventant des trajets de banlieue à banlieue et brisant le réseau en toile d'araignée actuel. J'ai proposé d'installer les ministères et les grandes institutions de la République sur cette ligne. Et à Saint-Denis, on pourrait même imaginer l'Élysée.

Il faut faire de la topolitique : c'est penser toutes les décisions d'aménagement, d'implantation avec l'obsession de rendre visible la République en tout point de la métropole. Il faut réinventer des interventions urbaines à la hauteur de l'ambition d'un Haussmann, sans le caractère homogénéisant que tout le monde connaît sur les grands boulevards, mais plutôt en dessinant une unification en patchwork de pièces urbaines et paysagères variées et baroques. C'est-à-dire respecter l'éclectisme des faubourgs tout en le ponctuant de bâtiments générateurs de sens. Il faut, par exemple, implanter la gare de l'Eurostar à Saint-Denis. Les institutions d'Etat, à la manière des Finances déménageant à Bercy, doivent, sans barguigner, se relocaliser au milieu du peuple. Le ministère de l'Intérieur a d'ailleurs commencé à Levallois-Perret, Asnières ou Saint-Denis.

Aujourd'hui, en Italie, Vittorio Gregotti, architecte et urbaniste majeur, défend aussi l'idée de créer des centres historiques en périphérie de ville, ce qui se fait à Rome et à Milan. La représentation politique doit bouger à la hauteur du problème et de l'ambition. De nouvelles représentations sont à inventer : une assemblée de maires de cent communes et des vingt arrondissements peut fabriquer une véritable supracommunalité. Elle serait représentée par un maire du Grand Paris dont l'autorité s'exercerait sur les coutures et les liaisons du patchwork. Il disposerait d'une autorité absolue sur les questions de solidarité nationale telle que l'application de la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains), alors que la liberté et l'autonomie communale seraient renforcées. Les regroupements communaux de type Plaine Commune (Seine-Saint-Denis) seraient encouragés. Ce serait une construction mixte, jacobine et girondine. Sur les curriculum vitae, tous les habitants du Grand Paris habiteraient Paris.

Ainsi, si l'embellissement est la règle, le désenclavement la condition, l'attractivité multisites la décision commune, se fabriquerait une première mondiale : une métropole signifiant visiblement et sensiblement l'égalité de chacun. Cette ambition urbaine devrait se compléter du droit de vote des étrangers aux élections locales, afin qu'à la citoyenneté retrouvée corresponde la citoyenneté indispensable. Jaurès, en faisant édifier dix-sept cités-jardins dans le Grand Paris, a montré la voie de l'urbanité républicaine. C'est aujourd'hui sur cette trace qu'il faut penser la construction de la métropole du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dernier ouvrage paru : *Faut-il passer les banlieues au Kärcher ?*, l'Archipel, 2007.